

**Comité des participants sur l'expansion du commerce  
des produits des technologies de l'information**

**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU 15 AVRIL 2021**

PRÉSIDENTE: MME UMA MUNIANDY

Le Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information a tenu sa soixante-treizième réunion formelle le 15 avril 2021. L'aérogamme de la réunion avait été distribué dans le document WTO/AIR/IT/12 et l'ordre du jour annoté de la réunion avait été distribué dans le document JOB/IT/28.

Le Comité a adopté l'ordre du jour.

<b>1 EXAMEN DE L'ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE SUR LE COMMERCE DES PRODUITS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION: FAITS NOUVEAUX SURVENUS DEPUIS LA DERNIÈRE RÉUNION DU COMITÉ (G/IT/1/REV.58) .....</b>	<b>2</b>
1.1 Liste ATI du Maroc.....	2
1.2 Participation du Royaume-Uni à l'ATI (G/IT/W/52).....	2
<b>2 PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES SOULEVÉES PAR DES PARTICIPANTS .....</b>	<b>5</b>
2.1 Demande présentée par le Japon, le Taipei chinois et l'Union européenne au sujet d'une question de mise en œuvre concernant la Chine .....	5
2.2 Demande présentée par les États-Unis, le Japon et l'Union européenne au sujet d'une question de mise en œuvre concernant l'Indonésie .....	6
2.3 Demande présentée par la Chine au sujet d'une question de mise en œuvre concernant l'Inde .....	7
<b>3 EXAMEN DES PRODUITS VISÉS .....</b>	<b>8</b>
<b>4 PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AUX MESURES NON TARIFAIRES.....</b>	<b>9</b>
<b>5 PROJET PILOTE RELATIF À LA COMPATIBILITÉ ET AU BROUILLAGE ÉLECTROMAGNÉTIQUES – PROJET DE LISTE DES TYPES DE PROCÉDURE D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ EN MATIÈRE DE COMPATIBILITÉ ET DE BROUILLAGE ÉLECTROMAGNÉTIQUES UTILISÉS PAR LES PARTICIPANTS À L'ATI (G/IT/W/17/REV.27) .....</b>	<b>9</b>
<b>6 DIVERGENCES RELATIVES À LA CLASSIFICATION DES PRODUITS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (G/IT/14/REV.1/ADD.1, G/IT/W/6/REV.3, G/IT/W/33, G/IT/W/34, G/IT/27, JOB/IT/12, G/IT/29, G/IT/W/40/ADD.1 À G/IT/W/40/ADD.21, G/IT/W/40/SUPPL.4 ET JOB/IT/25) .....</b>	<b>10</b>
6.1 Mise en œuvre de la Décision concernant la classification de 18 produits de l'Appendice B (G/IT/27) .....	10
6.2 Mise en œuvre de la Décision de 2016 concernant la classification de 15 produits additionnels de l'Appendice B (G/IT/29).....	11
6.3 Classification possible, selon le SH2007, des produits restants de l'Appendice B: Note du Secrétariat (G/IT/W/40 et ses suppléments et addenda) .....	11
<b>7 DATE ET PROGRAMME POUR L'ATELIER PROPOSÉ SUR L'ATI .....</b>	<b>12</b>

<b>8 DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION DU COMITÉ.....</b>	<b>14</b>
<b>9 AUTRES QUESTIONS.....</b>	<b>14</b>
<b>10 ÉLECTION DU PRÉSIDENT .....</b>	<b>14</b>

## **1 EXAMEN DE L'ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE SUR LE COMMERCE DES PRODUITS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION: FAITS NOUVEAUX SURVENUS DEPUIS LA DERNIÈRE RÉUNION DU COMITÉ (G/IT/1/REV.58)**

1.1. La Présidente a informé le Comité que des ajustements avaient été apportés à la présentation de l'ordre du jour. Les "Préoccupations commerciales soulevées par des participants" étaient désormais indiquées à part, au point 2 de l'ordre du jour. Le point 1 de l'ordre du jour serait axé sur l'aperçu de l'état de la mise en œuvre et le Comité écouterait tout renseignement actualisé ou fait nouveau survenu depuis la précédente réunion du Comité.

### **1.1 Liste ATI du Maroc**

1.2. La Présidente a d'abord signalé une question en suspens concernant le Maroc et l'absence de présentation par le pays d'une communication au titre des procédures de rectification et de modification des listes de 1980. La Présidente a rappelé que celui-ci était devenu participant à l'ATI le 14 novembre 2003. Cependant, le Maroc n'avait pas encore présenté sa liste finale d'engagements au titre de l'ATI. En dépit des diverses démarches entreprises par ses prédécesseurs pour joindre ce Membre, y compris une lettre qui avait été envoyée au Ministère de l'économie et des finances du Maroc à l'automne 2017, aucune réponse formelle n'avait encore été reçue de la part du Maroc.

1.3. La Présidente a vivement encouragé le Maroc à soumettre sa Liste d'engagements au titre de l'ATI en vue de sa rectification et sa modification formelles, conformément à la Décision de 1980, et ce, dès que possible.

1.4. La Comité a pris note de la déclaration de la Présidente et est convenu d'examiner de nouveau cette question à la réunion suivante du Comité.

### **1.2 Participation du Royaume-Uni à l'ATI (G/IT/W/52)**

1.5. La Présidente a appelé l'attention du Comité sur le document G/IT/W/52, qui avait été distribué le 4 janvier 2021 à la demande de la délégation du Royaume-Uni. Ce document reprenait la lettre adressée au Directeur général par le Représentant permanent du Royaume-Uni, qui était datée du 17 décembre 2020, dont elle et le Président du Groupe sur l'élargissement de l'ATI avaient aussi reçu une copie.

1.6. La Présidente a fait observer que, dans cette communication, le Royaume-Uni avait confirmé son intention de continuer à respecter les dispositions de l'ATI de 1996 et de l'élargissement de l'ATI de 2015 à compter de l'expiration de la période de transition concernant son retrait de l'Union européenne. Dans cette communication, le Royaume-Uni avait également indiqué qu'il avait repris tous les engagements de libéralisation tarifaire concernant les produits énumérés dans les Annexes de l'ATI de 1996 et de l'élargissement de l'ATI de 2015, tels qu'ils figuraient précédemment dans la Liste CLXXV-Union européenne et dans la Liste XIX-Royaume-Uni. Le Royaume-Uni s'était engagé à continuer à mettre en œuvre, de plein droit, tous les engagements de libéralisation tarifaire concernant les produits visés en annexe à la fois de l'ATI de 1996 et de l'élargissement de l'ATI de 2015.

1.7. La Présidente s'est référée au document G/IT/1 et à ses révisions, qui avaient été élaborés par le Secrétariat pour mettre à jour l'état de la mise en œuvre de l'ATI de 1996. La version la plus récente de ce document, le document G/IT/1/Rev.58, avait été distribuée le 10 octobre 2018. Ce document devait être mis à jour, compte tenu du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne et du maintien de sa participation à l'ATI de 1996 et à l'élargissement de l'ATI de 2015 à titre individuel.

1.8. Dans ce contexte, la Présidente a demandé si une délégation souhaitait prendre la parole.

1.9. La représentante du Royaume-Uni a remercié la Présidente d'avoir fait référence au document G/IT/W/52. Elle a fait observer que, comme il était indiqué dans ce document, le Royaume-Uni avait cessé d'être un État membre de l'Union européenne le 31 janvier 2020 et était entré dans une période de transition d'une durée limitée, qui avait pris fin le 31 décembre 2020. En prévision de sa sortie de l'Union européenne, le Royaume-Uni avait repris tous les engagements de de libéralisation tarifaire pris au titre de l'ATI et de l'élargissement de l'ATI dans la Liste XIX-Royaume-Uni, qui figurait dans le document G/MA/TAR/RS/570. Pendant la période qui avait précédé l'expiration de la période de transition, le Royaume-Uni avait confirmé le maintien de son acceptation de l'ATI de 1996 et de l'élargissement de l'ATI et la poursuite de leur mise en œuvre. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021, le Royaume-Uni continuait à respecter les dispositions de l'ATI de 1996 et de l'élargissement de l'ATI à titre individuel.

1.10. La représentante a confirmé que les engagements du Royaume-Uni n'avaient pas changé: ils restaient exactement les mêmes que lorsque le Royaume-Uni était un État membre de l'Union européenne. Le Royaume-Uni reconnaissait l'importance de la transparence pour faire en sorte que tous les participants à l'ATI mettent correctement en œuvre leurs engagements au titre des Accords, ainsi que pour apporter de la certitude aux négociants. À cet égard, le Royaume-Uni participait à des discussions techniques permanentes et fructueuses avec plusieurs participants à l'ATI et remerciait ces participants de leur intérêt. L'intervenante a indiqué que le Royaume-Uni continuerait à travailler de manière constructive avec les participants à l'ATI et espérait contribuer aux travaux en cours au sein de ce Comité et du Groupe sur l'élargissement pour faire progresser la libéralisation du commerce mondial des produits des TIC. Le Royaume-Uni se félicitait de la mise à jour du document G/IT/1/Rev.58 réalisée pour tenir compte de cette situation.

1.11. Le représentant de la Chine a remercié la délégation du Royaume-Uni pour son intervention et a pris note de la communication du pays qui figurait dans le document G/IT/W/52, distribué le 4 janvier 2021. Il s'est félicité que le Royaume-Uni ait confirmé qu'il continuerait à mettre en œuvre tous ses engagements de libéralisation tarifaire concernant les produits visés en annexe à la fois de l'ATI de 1996 et de l'élargissement de l'ATI de 2015.

1.12. Le représentant a indiqué que la Chine avait étudié la liste de marchandises du Royaume-Uni, évoquée dans la communication du Royaume-Uni, qui figurait dans le document G/MA/TAR/RS/570. Sa délégation croyait comprendre que cette liste reprenait la liste de marchandises de l'UE, qui figurait dans le document G/MA/TAR/RS/506. Dans le cadre de ce processus, la Chine estimait que la liste du Royaume-Uni au titre de l'ATI et de l'élargissement de l'ATI semblait incomplète. Par exemple, sa délégation n'avait pas trouvé les codes détaillés du Système harmonisé (SH) concernant les produits énumérés à l'appendice B, ce qui était exigé par l'ATI et l'Accord sur l'élargissement de l'ATI. L'intervenant a indiqué que, comme tous les participants à l'ATI avaient leurs propres listes ATI conformément aux prescriptions énoncées dans l'ATI et dans l'élargissement de l'ATI, la Chine attendait du Royaume-Uni qu'il fasse de même afin d'assurer la cohérence et l'exactitude de ses engagements au titre de l'ATI de 1996 et de l'élargissement de l'ATI de 2015. Cela pourrait aussi permettre d'éviter de futurs différends commerciaux découlant d'un manque de clarté et de divergences d'interprétation. À cette fin, la Chine était disposée à participer à toute consultation informelle que mènerait la Présidente ou à toute discussion bilatérale à ce sujet avec la délégation du Royaume-Uni. La Chine attendait avec intérêt de recevoir des éclaircissements de la délégation du Royaume-Uni au sujet de ses listes au titre de l'ATI et de l'élargissement de l'ATI. Le représentant a conclu en indiquant que le Comité devrait revenir sur cette question, et sur celle de la mise à jour du document G/IT/1/Rev.58, à sa réunion suivante.

1.13. La représentante de la Fédération de Russie a fait observer que la question de la participation du Royaume-Uni à ce comité en tant que Membre individuel avait été soulevée pour la première fois. La Fédération de Russie estimait que, pour prendre cette décision, le Royaume-Uni devait fournir aux participants, en temps voulu, sa liste d'engagements au titre de l'ATI, dans le cadre de ce Comité. La Fédération de Russie a donc proposé de revenir sur cette question, au titre d'un point distinct de l'ordre du jour, à la réunion suivante du Comité.

1.14. La représentante du Royaume-Uni a remercié les délégations de la Chine et de la Russie pour leurs observations. Elle a fait observer que l'Union européenne était devenue participant à l'ATI le 13 décembre 1996, et à l'élargissement de l'ATI le 16 décembre 2015.

1.15. La représentante a fait remarquer qu'à l'époque, le Royaume-Uni était membre de l'Union européenne et que la participation de l'Union européenne comprenait la participation du

Royaume-Uni. Cela avait été indiqué dans la note de bas de page du document G/IT/1/Rev.58, qui précisait que l'Union européenne comptait pour 28 États membres. Au moment de son retrait de l'Union européenne, et pendant la période qui avait précédé l'expiration de la période de transition entre le Royaume-Uni et l'UE, le Royaume-Uni avait pris les mesures appropriées pour confirmer le maintien de son acceptation de l'ATI et de l'élargissement de l'ATI et la poursuite de leur mise en œuvre.

1.16. Le Royaume-Uni avait écrit au Directeur général de l'OMC, en mettant en copie les Présidents du Comité de l'ATI et du Groupe sur l'élargissement de l'ATI, pour confirmer qu'il poursuivait la mise en œuvre des engagements contractés et qu'il avait l'intention de continuer à participer au Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information et au Groupe sur l'élargissement de l'ATI. Cette communication avait été distribuée aux Membres le 4 janvier 2021, sous la cote G/IT/W/52.

1.17. Le Royaume-Uni avait repris tous ses engagements de libéralisation tarifaire, tels qu'ils figuraient dans la Liste CLXXV-Union européenne, en ce qui concernait les produits visés par l'ATI et par l'ATI élargi dans sa propre liste indépendante de concessions et d'engagements, la Liste XIX-Royaume-Uni.

1.18. Les engagements du Royaume-Uni au titre de l'ATI restaient exactement les mêmes que lorsqu'il était un État membre de l'Union européenne et cela comprenait les codes en rapport avec l'Appendice B.

1.19. Par souci de transparence, le Royaume-Uni a indiqué qu'il serait ravi de tenir des discussions bilatérales avec les participants qui avaient formulé des observations au sujet de ses engagements au titre de l'ATI afin d'apporter des réponses et des éclaircissements concernant toute question technique. Le Royaume-Uni estimait avoir pris les mesures appropriées pour poursuivre sa participation individuelle aux deux comités.

1.20. Le représentant du Canada a remercié le Royaume-Uni pour son explication. Il a indiqué que sa délégation était favorable à la transparence et attendait avec intérêt de poursuivre, au sein de ce Comité, les discussions avec le Royaume-Uni sur les engagements de ce pays en lien avec l'ATI initial. Il a précisé que, du point de vue du Canada, le Royaume-Uni était un participant, et qu'il était un participant avant et restait également un participant à l'ATI et à ce Comité. Le Canada se réjouissait à la perspective de travailler avec le Royaume-Uni à l'avenir.

1.21. La Présidente s'est félicitée de la déclaration du Royaume-Uni dans laquelle il réaffirmait qu'il continuerait de mettre en œuvre l'ATI. Sur la base de cette discussion, elle a demandé au Royaume-Uni de mener d'autres discussions bilatérales avec les parties intéressées. Elle a aussi indiqué qu'elle était disposée à tenir des consultations informelles, si nécessaire, pour avancer sur cette question avec les parties intéressées. Le Comité reviendrait sur ce point de l'ordre du jour à sa réunion suivante.

1.22. Le Comité a pris note de toutes les déclarations faites et a accepté les suggestions de la Présidente.

1.23. Par ailleurs, la Présidente a attiré l'attention du Comité sur les trois questions ci-après: i) les trois affaires en suspens concernant la participation à l'ATI, s'agissant de la République d'Azerbaïdjan, du Bélarus et de la Bosnie-Herzégovine. Elle a indiqué que les trois projets de liste ATI correspondants avaient fait l'objet d'une vérification électronique par le Secrétariat et avaient été distribués aux participants à l'ATI pour examen et approbation. Ils avaient également été examinés lors de précédentes réunions, en 2014 et en 2019, respectivement. La Présidente a fait observer que la participation finale de ces trois gouvernements à l'ATI était liée à leur processus d'accession à l'OMC. À des fins de transparence, ces trois affaires en suspens étaient mentionnées pour mémoire; ii) la création d'une nouvelle cote. La Présidente a informé le Comité que le Secrétariat avait récemment créé une nouvelle cote, à savoir "G/IT/Q", pour la distribution de nouvelles communications (par exemple des questions et réponses écrites) sur les préoccupations commerciales qu'un participant pourrait soulever à l'encontre d'un autre participant; iii) les coordonnées des délégations. Au nom du Secrétariat, la Présidente a remercié les participants qui avaient communiqué au Secrétariat leurs coordonnées mises à jour. Elle a encouragé les autres participants à fournir au Secrétariat les coordonnées de leur délégué chargé de l'ATI dès que possible.

afin que les renseignements concernant les activités de ce comité puissent lui parvenir en temps utile et avec exactitude.

1.24. Le Comité a pris note des déclarations.

## **2 PRÉOCCUPATIONS COMMERCIALES SOULEVÉES PAR DES PARTICIPANTS**

### **2.1 Demande présentée par le Japon, le Taipei chinois et l'Union européenne au sujet d'une question de mise en œuvre concernant la Chine**

2.1. La Présidente a indiqué que cette question avait été inscrite à l'ordre du jour à la demande du Japon, du Taipei chinois et de l'Union européenne.

2.2. La représentante de l'Union européenne a indiqué que l'UE avait fait part de ses préoccupations concernant les semi-conducteurs à composants multiples à plusieurs reprises dans le cadre du Comité de l'ATI, ainsi que dans le cadre du Comité de l'accès aux marchés et d'autres organes de l'OMC. Elle fait valoir que, malgré ces demandes et les préoccupations exprimées par l'UE, la Chine n'avait pas encore traité la question de manière approfondie et n'avait pas encore modifié sa méthode de classement.

2.3. L'UE invitait toujours la Chine à réexaminer son classement de certains semi-conducteurs à composants multiples pour lesquels aucun droit ne devrait être appliqué, même si ces droits baissaient progressivement à mesure que les réductions prévues étaient appliquées. La délégation de l'intervenante continuerait de suivre la mise en œuvre des engagements de la Chine à cet égard.

2.4. Le représentant du Japon a repris à son compte les observations de l'UE et a fait part des préoccupations de son pays au sujet du relèvement des niveaux des droits sur ces produits pour lesquels des engagements d'admission en franchise de droits avaient été pris. Il a fait observer que le Japon avait déjà soulevé cette question à plusieurs reprises, y compris à la précédente réunion du Comité de l'ATI. Le Japon suivrait la situation de près pour voir si tous les droits de douane en cause seraient supprimés au plus tard en juillet 2021, conformément à l'échelonnement que la Chine avait expliqué.

2.5. Le représentant du Taipei chinois a appuyé les déclarations faites par l'Union européenne et le Japon. Il a rappelé que sa délégation avait exprimé ses vues à de nombreuses reprises depuis 2018. Prenant note du fait que tous les droits sur les semi-conducteurs à composants multiples concernés seraient supprimés d'ici au mois de juillet prochain, il a réaffirmé le principe fondamental selon lequel la portée des concessions tarifaires des Membres au titre des engagements qu'ils avaient contractés dans le cadre de l'OMC ne devait pas être modifiée lors des transpositions tarifaires. Sa délégation continuerait de suivre l'évolution de la situation jusqu'à ce que les droits sur les produits concernés aient été complètement supprimés.

2.6. Le représentant des États-Unis a appuyé les déclarations prononcées et les questions soulevées par l'Union européenne, le Japon et le Taipei chinois et a de nouveau fait part des préoccupations de son pays concernant la modification des taux de droits appliqués par la Chine sur certains produits semi-conducteurs. Il a fait observer que cette question avait déjà été soulevée devant ce comité, ainsi que devant le Comité de l'accès aux marchés et le Conseil du commerce des marchandises. Il a indiqué que ces produits semi-conducteurs avaient bénéficié d'une franchise de droits pendant plus d'une décennie mais étaient actuellement soumis à des droits d'importation à la frontière. Les États-Unis continuaient de soutenir, conformément à la Décision du Conseil général sur les transpositions du SH, que la portée des concessions de la Chine avait considérablement changé et que la valeur de ses concessions avait été réduite.

2.7. En réponse, le représentant de la Chine a pris note des préoccupations soulevées par les États-Unis, le Japon, le Taipei chinois et l'Union européenne sur cette question. Il a déclaré que la Chine avait fourni des réponses détaillées au sujet de ces préoccupations, tant au sein de divers organes de l'OMC qu'au niveau bilatéral. Sa délégation a réaffirmé que les méthodes que la Chine avait utilisées étaient compatibles avec les règles de l'OMC et que tous les droits de douane sur les semi-conducteurs à composants multiples concernés seraient supprimés d'ici à juillet de cette année, comme prévu.

2.8. Le Comité a pris note des déclarations.

## **2.2 Demande présentée par les États-Unis, le Japon et l'Union européenne au sujet d'une question de mise en œuvre concernant l'Indonésie**

2.9. La Présidente a indiqué que cette question avait été inscrite à l'ordre du jour à la demande des États-Unis, du Japon et de l'Union européenne.

2.10. Le représentant des États-Unis a indiqué que son pays demeurait préoccupé par le fait que l'Indonésie appliquait des droits de douane à la frontière sur une catégorie de produits des TIC dépassant ses engagements tarifaires consolidés dans le cadre de l'OMC.

2.11. Les États-Unis avaient soulevé cette question à plusieurs reprises auprès de l'Indonésie au cours de l'année écoulée, au Conseil du commerce des marchandises, au Comité de l'accès aux marchés et au Comité de l'ATI, ainsi qu'au niveau bilatéral. Malheureusement, l'Indonésie n'avait pas encore fourni de réponse de fond aux préoccupations des États-Unis.

2.12. Le représentant a indiqué que les États-Unis avaient même donné des exemples concrets de leurs préoccupations, en particulier en ce qui concernait la sous-position tarifaire 8517.62. Malheureusement, sa délégation avait relevé d'autres exemples de droits appliqués à des produits des TIC qui semblaient incompatibles avec les engagements consolidés de l'Indonésie.

2.13. En vue de poursuivre le dialogue avec l'Indonésie sur ces préoccupations, les États-Unis avaient préparé plusieurs questions, qui avaient été distribuées sous la cote G/IT/Q/1, et espéraient recevoir de la part de l'Indonésie une réponse écrite détaillée et approfondie à ces questions.

2.14. L'intervenant a fait valoir que les coûts des politiques de l'Indonésie en la matière étaient importants si on les considérait d'un point de vue pratique. Non seulement les droits de douane de l'Indonésie imposaient une charge financière injuste aux entreprises étrangères, mais ils limitaient aussi l'accès des entreprises et des consommateurs indonésiens à d'importants produits de haute technologie.

2.15. La représentante de l'Union européenne a dit que, malgré les demandes de l'UE et ses appels en faveur d'un alignement du traitement tarifaire de certains produits des TIC classés dans la sous-position 8517.62 avec les engagements de l'Indonésie dans le cadre de l'OMC, il semblait que l'Indonésie continuait d'imposer un droit de douane important (de 10%) sur les produits classés à la ligne tarifaire 8517.62.49.

2.16. Dans cette catégorie précise de produits (position tarifaire 8517.62.49), l'UE avait enregistré une nette baisse des exportations à destination de l'Indonésie. La délégation de l'intervenante avait constaté une baisse de 60% de la valeur des exportations de l'UE en 2020 par rapport à 2019 et une baisse de 21% en 2020 par rapport à 2018.

2.17. L'UE a donc de nouveau demandé de ramener à zéro les droits de douane applicables à la sous-position 8517.62. En outre, la représentante a demandé à l'Indonésie d'expliquer pourquoi elle continuait d'appliquer des droits de douane incompatibles avec ses engagements consolidés dans le cadre de l'OMC.

2.18. Le représentant du Japon partageait les préoccupations des États-Unis et de l'Union européenne. Il a fait observer que l'Indonésie appliquait des droits de douane de 10% à une partie du matériel de communication pour lequel elle avait pris des engagements d'admission en franchise de droits. Il avait pris note de l'explication de l'Indonésie, donnée à la réunion de juin 2020 du Comité de l'accès aux marchés, selon laquelle ce problème était dû à l'intégration de certains produits du fait de la transposition dans le SH. Il a également rappelé que l'Indonésie avait précédemment indiqué, en octobre 2020, que la question était examinée pour trouver la meilleure solution. Toutefois, les préoccupations du Japon n'avaient pas encore été dissipées. Par conséquent, le Japon a demandé à l'Indonésie de fournir des renseignements plus détaillés et actualisés sur les mesures qu'elle comptait prendre à cet égard.

2.19. En réponse, le représentant de l'Indonésie a pris note des préoccupations exprimées par les États-Unis, le Japon et l'Union européenne et a indiqué que toutes ces préoccupations seraient transmises aux autorités indonésiennes.

2.20. Le Comité a pris note des déclarations.

### **2.3 Demande présentée par la Chine au sujet d'une question de mise en œuvre concernant l'Inde**

2.21. La Présidente a indiqué que ce point avait été inscrit à l'ordre du jour à la demande de la Chine.

2.22. Le représentant de la Chine regrettait de constater que l'Inde n'avait pas réglé cette question, bien que celle-ci ait été soulevée par sa délégation et par d'autres Membres dans différents organes de l'OMC. La Chine restait très préoccupée par les droits de douane imposés par l'Inde sur les produits de télécommunication et d'autres produits, en particulier les téléphones mobiles et d'autres composants.

2.23. L'intervenant a répété la position de la Chine selon laquelle les produits concernés relevaient de l'ATI-I et les taux appliqués par l'Inde excédaient ses taux consolidés, ce qui allait à l'encontre de l'ATI-I et de l'article II du GATT. En outre, sa délégation a fait part de ses préoccupations croissantes au sujet de nouvelles augmentations des droits de douane de l'Inde sur certains produits des TIC cette année. La Chine a de nouveau exhorté l'Inde à supprimer progressivement ses droits de douane sur les produits en question et à les mettre en conformité avec ses engagements dans le cadre de l'OMC.

2.24. Le représentant du Canada a rappelé les précédentes interventions faites par sa délégation dans le cadre de ce comité, du Conseil du commerce des marchandises et du Comité de l'accès aux marchés, au cours des dernières années. Le Canada considérait que le maintien par l'Inde de droits de douane supérieurs à ses taux consolidés sur un large éventail de produits des TIC était incompatible avec ses engagements dans le cadre de l'OMC. Le Canada croyait comprendre que, dans son budget national pour 2021-2022, l'Inde avait augmenté certains droits de douane frappant les produits des TIC qui étaient supérieurs à ses taux consolidés. Le représentant a pris note de la procédure de règlement des différends en cours sur cette question, ouverte à l'initiative du Japon, du Taipei chinois et de l'UE, et a indiqué que le Canada y participait activement en tant que tierce partie.

2.25. La représentante de l'Union européenne a affirmé que ces dernières années, y compris cette année, l'UE avait observé une tendance préoccupante dans les politiques de l'Inde, selon laquelle l'Inde cherchait à favoriser le développement de sa branche de production nationale au détriment de ses engagements dans le cadre de l'OMC. L'UE a rappelé qu'au titre de l'ATI, l'Inde s'était engagée à supprimer les droits frappant les cartes de circuits imprimés et d'autres composants d'appareils de télécommunication.

2.26. L'UE déplorait que l'Inde ait choisi d'accroître les protections tarifaires pour tenter de freiner les importations. Compte tenu de cette évolution, la délégation de l'intervenante se demandait comment l'Inde comptait faire en sorte que ses choix de politique restent compatibles avec ses engagements au titre de l'ATI. Par conséquent, l'UE a vivement encouragé l'Inde à remédier à cette situation et à rétablir l'admission en franchise de droits des composants pour lesquels l'Inde avait pris des engagements au titre de l'ATI.

2.27. Le représentant de Singapour a remercié la Chine d'avoir fait inscrire ce point à l'ordre du jour. Singapour partageait les préoccupations exprimées par les intervenants précédents et il a réitéré l'intérêt systémique et commercial de Singapour à l'égard de cette question.

2.28. Le représentant des États-Unis a dit regretter d'avoir à soulever une nouvelle fois les incohérences évidentes entre, d'une part, les engagements que l'Inde avait pris dans le cadre de l'OMC d'accorder l'accès en franchise de droits à un ensemble de produits des TIC et, d'autre part, les droits d'importation non nuls, pouvant atteindre 20%, auxquels elle assujettissait les produits importés, y compris des produits importants sur le plan commercial en provenance des États-Unis. Les États-Unis attendaient avec intérêt de participer, en tant que tierce partie, à la procédure



concernant ces différends ouverte à l'initiative de l'Union européenne, du Japon et du Taipei chinois, au fil de son déroulement. Bien que ces différends débutaient, il remarquait de nouvelles préoccupations au sujet d'éventuelles autres augmentations des droits de douane sur les produits énumérés dans la proposition de budget de l'Inde pour 2021-2022. Les États-Unis ont demandé à l'Inde d'accorder un accès en franchise de droits aux produits des TIC et au matériel de télécommunication au sujet desquels le pays s'était engagé auprès de l'OMC.

2.29. La représentante du Royaume-Uni avait les mêmes préoccupations que le Canada, la Chine, les États-Unis, Singapour, l'UE et d'autres Membres, au sujet du maintien par l'Inde de droits de douane supérieurs à ses taux consolidés. Le Royaume-Uni continuerait de suivre cette question avec intérêt.

2.30. Le représentant du Japon a indiqué que l'Inde avait annoncé une majoration des droits de douane frappant divers produits, dont les produits électroniques, dans son projet de budget du 1<sup>er</sup> février. Ces majorations de droits de douane avaient été appliquées par la suite, bien que sa délégation examine encore la question en détail. Le Japon était très préoccupé par le fait que les produits des TIC figuraient aussi parmi les produits pour lesquels les droits de douane seraient relevés et a souligné que les mesures de l'Inde devaient respecter ses obligations au titre de l'ATI et du GATT.

2.31. En réponse, le représentant de l'Inde a remercié les délégations pour l'intérêt qu'elles continuaient de porter au régime de droits de douane de l'Inde concernant certains produits de télécommunication.

2.32. S'agissant de la question des droits de douane imposés sur certains produits dont il était allégué par certains Membres qu'il s'agissait de produits visés par l'ATI-I, l'intervenant a dit que l'Inde avait déjà fait des déclarations dans divers organes de l'OMC, à savoir le Conseil du commerce des marchandises, le Comité de l'accès aux marchés et ce Comité. Pour gagner du temps, il ne répéterait pas ces déclarations.

2.33. Toutefois, le représentant a réaffirmé que l'Inde avait pleinement respecté ses obligations et ses engagements au titre de l'ATI-I tels qu'ils figuraient dans le document WT/Let/181. De plus, l'Inde n'avait pas l'intention d'accorder de concessions qui iraient au-delà de ses engagements au titre de l'ATI-I, décrits dans le document WT/Let/181. L'Inde avait également déclaré dans ses précédentes interventions que les Membres avaient le droit de corriger les erreurs commises lors de la transposition de leurs listes de concessions dans les versions plus récentes du SH et de présenter une demande de rectification, si cela était jugé nécessaire, à l'organe de l'OMC compétent. Par conséquent, l'Inde avait présenté une demande de rectification pour sa liste de transposition dans le SH2007. Cette demande de rectification était conforme aux procédures de modification et de rectification des listes de concessions tarifaires figurant dans la Décision du 26 mars 1980, au titre de la catégorie "Autres rectifications". L'Inde a demandé instamment aux Membres d'examiner sa demande de rectification. En tout état de cause, si un Membre avait un point de vue différent sur les aspects techniques des produits en question, ou leur classement, l'Inde serait ravie d'en discuter avec lui.

2.34. Le Comité a pris note des déclarations.

### 3 EXAMEN DES PRODUITS VISÉS

3.1. La Présidente a rappelé que, depuis la réunion du Comité du 15 mai 2012, et à la demande de certaines délégations, la question de l'"examen des produits visés" était inscrite en permanence à l'ordre du jour des réunions du Comité. Ce point de l'ordre de jour permettait au Comité de recevoir des rapports et des renseignements actualisés de la part des participants qui menaient des consultations bilatérales et plurilatérales concernant l'examen des produits visés, conformément au paragraphe 3 de l'Annexe de l'ATI.

3.2. Le représentant du Canada, en sa qualité de Président du groupe des participants à l'Accord sur l'élargissement de l'ATI, a rendu compte des travaux des participants à l'élargissement de l'ATI. Il a informé le Comité que la plupart des participants avaient mis en œuvre, sur une base NPF, leurs engagements de réduction et d'élimination des droits de douane inscrits dans leurs listes nationales établies dans le cadre de l'élargissement de l'ATI. Il a rappelé que l'Accord sur l'élargissement de



l'ATI était ouvert à tous les Membres de l'OMC et que chacun d'eux était vivement encouragé à étudier la possibilité de participer à cette initiative importante. À cet égard, il a indiqué que le groupe des participants à l'élargissement de l'ATI continuerait à se mettre en rapport avec d'autres Membres et à leur fournir des informations sur l'Accord et ses avantages. Les membres du groupe restaient disposés à fournir davantage d'informations aux Membres de l'OMC qui pourraient souhaiter accéder à l'Accord.

3.3. Le Comité a pris note de la déclaration et est convenu de revenir sur cette question, si nécessaire, à la réunion suivante du Comité de l'ATI.

#### **4 PROGRAMME DE TRAVAIL RELATIF AUX MESURES NON TARIFAIRES**

4.1. La Présidente s'est référée au paragraphe 3 de l'Annexe de la Déclaration ministérielle de 1996, qui disposait que "les participants se réunir[aient] périodiquement [...] pour se consulter au sujet des obstacles non tarifaires au commerce des produits des technologies de l'information". Elle a rappelé que le Comité attachait une grande importance aux obstacles non tarifaires (ONT) et que, depuis 2000, ceux-ci étaient devenus une partie essentielle de ses travaux ordinaires.

4.2. Le 7 mai 2015, le Comité avait organisé un atelier sur les ONT affectant le commerce des produits des TIC, axé sur l'industrie. Les principales questions soulevées par les représentants de l'industrie à cet atelier étaient les suivantes: i) transparence; ii) normes pour la reconnaissance des résultats des essais; iii) étiquetage électronique; et iv) efficacité énergétique. Un rapport factuel du Président avait été distribué sous la cote G/IT/28. Lors de réunions ultérieures du Comité, la Présidente avait été chargée de poursuivre les discussions sur la suite à donner à l'atelier sur les ONT dans le cadre de l'ATI. Elle a rappelé que les ONT avaient fait l'objet de débats approfondis au Symposium organisé à l'occasion du 20<sup>ème</sup> anniversaire de l'ATI, qui avait été tenu en juin 2017.

4.3. La Présidente a rappelé qu'à la précédente réunion du Comité, la Suisse, en tant que coordonnateur des consultations informelles sur les ONT menées au sein d'un petit groupe de participants composé de 15 membres, avait fait le point sur les travaux réalisés par le groupe. L'objectif principal de ce groupe était de faire avancer les travaux sur les questions relatives aux mesures non tarifaires dans le cadre de l'ATI.

4.4. Le représentant de la Suisse, à la demande de la Présidente, a fait le point sur les activités menées par le groupe depuis la précédente réunion du Comité. Il a déclaré qu'il n'y avait pas d'autre fait nouveau à signaler. Cependant, si une délégation souhaitait faire avancer ces travaux, que ce soit en groupe restreint ou dans tout autre format, sa délégation restait disposée à en discuter. L'intervenant s'est aussi félicité de l'organisation de la séance consacrée aux ONT lors du prochain atelier sur l'ATI qui se tiendrait à l'automne.

4.5. La représentante de l'Union européenne a indiqué que l'ATI et son élargissement avaient permis des améliorations considérables en matière d'élimination des droits de douane. Il était d'une importance fondamentale que des progrès continuent d'être faits pour éliminer les obstacles non tarifaires au commerce des produits des technologies de l'information. L'UE restait attachée à cet objectif, même si elle avait conscience de la difficulté de tendre vers des engagements sur le plan réglementaire dans le cadre de l'ATI. La délégation de l'intervenante demeurait convaincue que faire avancer les travaux sur les mesures non tarifaires aurait des répercussions positives concrètes sur les entreprises. Dans ce contexte, l'UE attendait avec intérêt de participer aux autres travaux qui pourraient être entrepris dans ce domaine.

4.6. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question, si nécessaire, à sa réunion suivante.

#### **5 PROJET PILOTE RELATIF À LA COMPATIBILITÉ ET AU BROUILLAGE ÉLECTROMAGNÉTIQUES – PROJET DE LISTE DES TYPES DE PROCÉDURE D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ EN MATIÈRE DE COMPATIBILITÉ ET DE BROUILLAGE ÉLECTROMAGNÉTIQUES UTILISÉS PAR LES PARTICIPANTS À L'ATI (G/IT/W/17/REV.27)**

5.1. La Présidente a rappelé que l'un des résultats du programme de travail relatif aux mesures non tarifaires était l'achèvement du projet pilote qui avait abouti à l'adoption des "Lignes directrices concernant les procédures d'évaluation de la conformité en matière de compatibilité et de brouillage

électromagnétiques". Après l'adoption de ces "lignes directrices", le Secrétariat avait établi une note intitulée "Projet de liste des types de procédures d'évaluation de la conformité en matière de compatibilité et de brouillage électromagnétiques utilisés par les participants à l'ATI" (figurant dans le document G/IT/W/17 et ses révisions). Après l'adoption de ces "lignes directrices", le Secrétariat avait établi une note intitulée "Projet de liste des types de procédures d'évaluation de la conformité en matière de compatibilité et de brouillage électromagnétiques utilisés par les participants à l'ATI" (figurant dans le document G/IT/W/17 et ses révisions). La note contenait les réponses à l'enquête et d'autres notifications reçues des participants concernant le type de procédures d'évaluation en matière de compatibilité et de brouillage électromagnétiques qu'ils utilisaient. Les participants à l'ATI avaient indiqué à plusieurs occasions qu'ils avaient trouvé les renseignements figurant dans cette note très utiles et souhaitaient qu'elle soit achevée.

5.2. La Présidente a indiqué qu'à la demande de plusieurs participants, le Secrétariat avait fait un exposé sur le contexte de l'enquête à la précédente réunion du Comité.

5.3. La mise à jour la plus récente de la note du Secrétariat avait été distribuée le 10 janvier 2020, sous la cote G/IT/W/17/Rev.27. Cette note du Secrétariat actualisée montrait qu'à l'heure actuelle, parmi les 53 participants à l'ATI, 43 avaient fourni des renseignements sur leurs procédures d'évaluation de la conformité en matière de compatibilité et de brouillage électromagnétiques. Toutefois, il restait 10 participants qui n'avaient pas encore fourni de renseignements sur leurs procédures d'évaluation de la conformité. La Présidente a encouragé ces 10 délégations à fournir leurs renseignements au Secrétariat dès que possible pour permettre au Comité d'achever ces travaux. La Présidente a informé le Comité que le Royaume-Uni venait de communiquer sa réponse à l'enquête et qu'une nouvelle mise à jour de la note du Secrétariat serait donc distribuée.<sup>1</sup>

5.4. En outre, la Présidente a demandé aux participants de réfléchir à la manière d'exploiter au maximum les renseignements sur les procédures d'évaluation de la conformité en matière de compatibilité et de brouillage électromagnétiques qui avaient été fournis jusqu'alors. Elle a invité les participants à faire part de leurs impressions à cet égard au Secrétariat ou à elle-même, au moment qui leur conviendrait, ou au Comité plénier.

5.5. La représentante du Royaume-Uni a indiqué qu'à la précédente réunion du Comité, tenue en octobre 2020, le Royaume-Uni avait manifesté son intérêt pour le projet pilote relatif à la compatibilité et au brouillage électromagnétiques, qui était un bon exercice de transparence, et avait fait part de son intention de communiquer sa réponse à l'enquête après la période de transition entre le Royaume-Uni et l'UE. Sa délégation avait le plaisir d'informer le Comité que le Royaume-Uni avait communiqué au Secrétariat sa réponse à l'enquête et attendait avec intérêt sa distribution.

5.6. Le représentant de la Suisse a indiqué que son pays jugeait utile le projet pilote relatif à la compatibilité et au brouillage électromagnétiques et était convaincu que cet exercice de transparence profitait à tous les participants à l'ATI et à l'Accord sur l'élargissement de l'ATI. Par conséquent, sa délégation encourageait les participants qui ne l'avaient pas encore fait à répondre à l'enquête.

5.7. Le Comité a pris note des déclarations.

## **6 DIVERGENCES RELATIVES À LA CLASSIFICATION DES PRODUITS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION (G/IT/14/REV.1/ADD.1, G/IT/W/6/REV.3, G/IT/W/33, G/IT/W/34, G/IT/27, JOB/IT/12, G/IT/29, G/IT/W/40/ADD.1 À G/IT/W/40/ADD.21, G/IT/W/40/SUPPL.4 ET JOB/IT/25)**

### **6.1 Mise en œuvre de la Décision concernant la classification de 18 produits de l'Appendice B (G/IT/27)**

6.1. La Présidente a rappelé que, le 20 juillet 2013, le Comité avait adopté la Décision concernant la classification selon le SH1996 de 18 produits de l'Appendice B, qui avait été distribuée sous la cote G/IT/27. Conformément à cette décision, chaque participant devait faire apparaître les classifications convenues dans sa Liste de concessions OMC, selon qu'il serait approprié,

---

<sup>1</sup> Document G/IT/W/17/Rev.28.

conformément à la Décision de 1980 relative aux procédures de modification et de rectification des Listes de concessions tarifaires (IBDD, S27/25).

6.2. Jusqu'à présent, le Secrétariat avait été contacté par cinq participants à l'ATI, à savoir le Guatemala; les Philippines; le Japon; El Salvador; et Macao, Chine, pour qu'il les aide à modifier leurs listes. À cet égard, le Secrétariat avait achevé ses travaux concernant les demandes des délégations de Macao, Chine et des Philippines.

6.3. Depuis la réunion précédente du Comité, aucun autre participant n'avait demandé une assistance technique au Secrétariat concernant la modification de ses listes. La Présidente a rappelé au Comité que ces travaux techniques demandaient beaucoup de temps et qu'ils ne pouvaient donc être réalisés que de façon progressive. Par conséquent, elle a encouragé les pays en développement participants à prendre contact avec le Secrétariat s'ils avaient besoin d'une assistance technique dans ce domaine.

## **6.2 Mise en œuvre de la Décision de 2016 concernant la classification de 15 produits additionnels de l'Appendice B (G/IT/29)**

6.4. La Présidente a rappelé que, le 18 avril 2016, le Comité avait adopté la Décision concernant la classification selon le SH2007 de 15 produits additionnels de l'Appendice B, qui avait été distribuée sous la cote G/IT/29. La plupart des produits visés par cette décision avaient trait à la position 8486 du SH2007 (machines et appareils pour la fabrication des lingots, des plaquettes ou des dispositifs à semi-conducteurs) et un produit avait trait à la position 8471 (machines automatiques de traitement de l'information et leurs unités).

6.5. En ce qui concernait la mise en œuvre de la Décision de 2016, seul un participant (Macao, Chine) avait demandé l'aide du Secrétariat pour réaliser un examen de sa liste. Aucun autre Membre n'avait sollicité l'aide du Secrétariat depuis la précédente réunion du Comité.

## **6.3 Classification possible, selon le SH2007, des produits restants de l'Appendice B: Note du Secrétariat (G/IT/W/40 et ses suppléments et addenda)**

6.6. La Présidente a indiqué que la Note du Secrétariat intitulée "Divergences relatives à la classification: Classification possible des 37 produits restants de l'Appendice B selon le SH2007" avait initialement été distribuée sous la cote G/IT/W/40 et établie sur la base de la proposition de la Suisse concernant une procédure en trois étapes (document JOB/IT/12).

6.7. La Présidente a rappelé qu'à la réunion du Comité du 31 octobre 2014 il avait été convenu que "les participants [étaient] censés présenter une communication au Secrétariat au plus tard le 30 juin 2015, dans laquelle ils indique[raient]: a) les produits qui, selon eux, devraient relever de codes autres que les codes du SH2007 énumérés dans la colonne 8 de l'annexe au présent document; et b) la (les) sous-position(s) du SH2007 qui, de l'avis des participants, [était(en)t] pertinente(s) pour la classification du produit en question". Il avait également été convenu que "[l]e Secrétariat établi[rait] une compilation des communications reçues dans un document distinct. Sur la base de ce document, les participants devraient ensuite déterminer les étapes suivantes afin de réduire toute divergence qui subsisterait dans la classification".

6.8. La Présidente a indiqué que, jusqu'à présent, le Secrétariat avait reçu des observations de 21 participants. Ces observations, qui avaient été distribuées sous forme d'addenda au document G/IT/W/40, avaient été présentées par les participants suivants: Norvège (G/IT/W/40/Add.1); Taipei chinois (G/IT/W/40/Add.2); Suisse (G/IT/W/40/Add.3); Union européenne (G/IT/W/40/Add.4); Hong Kong, Chine (G/IT/W/40/Add.5); Chine (G/IT/W/40/Add.6); Japon (G/IT/W/40/Add.7); Canada (G/IT/W/40/Add.8); États-Unis (G/IT/W/40/Add.9); Inde (G/IT/W/40/Add.10); Macao, Chine (G/IT/W/40/Add.11); El Salvador (G/IT/W/40/Add.12); République de Corée (G/IT/W/40/Add.13); Panama (G/IT/W/40/Add.14); Thaïlande (G/IT/W/40/Add.15); Guatemala (G/IT/W/40/Add.16); Maurice (G/IT/W/40/Add.17); Monténégro (G/IT/W/40/Add.18); Fédération de Russie (G/IT/W/40/Add.19); Seychelles (G/IT/W/40/Add.20); et Nouvelle-Zélande (G/IT/W/40/Add.21).

6.9. Toutes ces observations avaient été regroupées dans le document G/IT/W/40/Suppl.4, qui tenait également compte de la Décision de 2016 concernant la classification des 15 produits

additionnels. Par conséquent, il restait 22 produits de l'Appendice B au sujet desquels les participants devraient présenter des observations afin d'arriver à une classification commune selon le SH.

6.10. À cet égard, la Présidente a invité les délégations qui n'avaient pas encore fourni leurs observations sur la classification possible de ces 22 produits restants selon le SH2007 à le faire dès que possible afin d'arriver à une classification commune de ces produits selon la nomenclature existante du SH et ainsi d'exécuter également le mandat énoncé au paragraphe 5 de l'Annexe de la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information.

6.11. Le représentant de l'Inde a remercié le Secrétariat pour cette compilation. Il a indiqué que sa délégation avait communiqué ces deux documents à New Delhi et qu'elle attendait des observations.

6.12. Le Comité a pris note des déclarations et est convenu d'examiner cette question, si nécessaire, à la réunion suivante du Comité de l'ATI.

## **7 DATE ET PROGRAMME POUR L'ATELIER PROPOSÉ SUR L'ATI**

7.1. La Présidente a rappelé le contexte de l'atelier. L'idée d'organiser un autre atelier sur l'ATI avait d'abord été proposée en 2017. En décembre 2019, le budget de cette activité avait été approuvé dans le Plan biennal d'assistance technique et de formation de l'OMC pour 2020-2021. Depuis lors, l'ancien Président avait mené des consultations avec les délégations intéressées au sujet de la date et du programme de l'atelier. Le premier projet de programme avait été présenté le 5 mai 2020.

7.2. Pour y donner suite, la Présidente avait consulté les participants au cours des derniers mois dans l'espoir d'arrêter définitivement le programme et le calendrier de l'atelier dès que possible. En raison de divers facteurs, en particulier l'apparition de la pandémie de COVID-19 et les restrictions en matière de voyages qui en découlaient, l'atelier avait dû être reporté.

7.3. La Présidente a informé le Comité que, sur la base des observations communiquées par les Membres jusqu'alors, le deuxième projet de programme avait été élaboré et distribué sous la cote JOB/IT/27<sup>2</sup>, le 7 avril 2021.

7.4. S'agissant de la date de l'atelier, et compte tenu de la douzième Conférence ministérielle et des dates fixées pour d'autres activités importantes de l'OMC, comme le Forum public, le Secrétariat avait réservé le jeudi 16 septembre 2021 pour l'atelier sur l'ATI, ce qui coïnciderait avec la réunion formelle du Comité du 17 septembre.

7.5. La Présidente croyait comprendre qu'il serait plus réalisable et plus pratique pour la plupart des délégations d'organiser l'atelier en septembre de cette année. À cet égard, elle espérait que le Comité prendrait une décision sur la date et le programme de l'atelier dès que possible, tout simplement parce que le temps restant pour les préparatifs était limité.

7.6. Le représentant des États-Unis s'est félicité des efforts constants concernant l'atelier proposé sur l'ATI et de cette occasion de discuter du projet actualisé de programme de l'atelier. Il a rappelé que les événements sans précédent de l'année écoulée avaient perturbé les discussions du Comité à ce sujet et que sa délégation saluait les efforts déployés pour remettre l'atelier sur la bonne voie.

7.7. L'intervenant estimait que le programme actualisé tenait mieux compte de la situation actuelle, par exemple parce qu'il comprenait des discussions sur le rôle important que le secteur des TIC avait joué dans les mesures prises pour faire face à la pandémie mondiale. Les parties prenantes des États-Unis se réjouissaient à la perspective de contribuer à l'atelier organisé à l'automne, notamment en mettant l'accent sur les progrès en matière de technologie et de connectivité que le secteur avait accomplis depuis l'atelier de 2015, y compris les nombreuses contributions positives qui avaient été apportées à la lutte contre la pandémie.

---

<sup>2</sup> Le deuxième projet de programme avait été publié ultérieurement sous la cote G/IT/30 pour permettre une distribution plus large.

7.8. Le représentant considérait que l'atelier était aussi une occasion de mettre en lumière les avantages que la participation à l'ATI pouvait apporter dans de nombreux secteurs de l'économie, de l'agriculture à la santé, en passant par les petites et moyennes entreprises.

7.9. La représentante de l'Union européenne a remercié la Présidente et le Secrétariat pour tout le travail qui avait été consacré à la préparation de l'atelier jusqu'alors. Au sujet de la date, l'UE estimait que programmer l'atelier pendant la deuxième quinzaine de septembre était une bonne idée, tout comme le faire coïncider avec la réunion du Comité de l'ATI. L'intervenante a mis en garde contre un nouveau report car l'attention se tournerait ensuite vers les préparatifs de la douzième Conférence ministérielle. Elle a demandé si le Secrétariat avait d'autres idées sur le format de l'atelier, notamment s'il s'agirait d'une réunion hybride.

7.10. S'agissant du programme proposé, l'UE le trouvait assez équilibré. Il mettait en avant le rôle de l'ATI en tant qu'outil de développement économique, et ses perspectives, tout en prêtant attention aux obstacles non tarifaires et au rôle de l'ATI dans le contexte de l'actuelle pandémie de COVID-19. La représentante espérait donc que l'atelier susciterait un grand intérêt, en particulier chez les Membres qui n'étaient pas encore des participants à l'ATI ou à l'Accord sur l'élargissement de l'ATI.

7.11. Le représentant du Japon était très favorable à la tenue de l'atelier sur l'ATI. Il a rappelé que six années s'étaient écoulées depuis que l'Accord sur l'élargissement de l'ATI avait été conclu et presque quatre années depuis le Symposium du 20<sup>ème</sup> anniversaire de l'ATI, qui avait eu lieu en 2017. Pour défendre l'importance de l'ATI, il était important de poursuivre le travail préparatoire et de rester régulièrement informés par les parties prenantes. L'intervenant a également souligné l'importance qu'il y avait à entendre les avis et les exposés des secteurs au sujet des dernières évolutions des produits visés par l'ATI et à manifester un regain d'intérêt pour l'importance de l'ATI. Il a fait observer que la pandémie de COVID-19 avait radicalement changé la vie quotidienne de la population et que c'étaient les TIC et les produits des TIC qui avaient compensé les occasions perdues en matière de communication. Grâce aux technologies de l'information, par exemple, il avait quand même été possible de tenir la réunion du Comité de l'ATI en cours.

7.12. Le représentant a remercié la Présidente et le Secrétariat d'avoir révisé le projet de programme. Pour ce qui était du calendrier de l'atelier, le Japon estimait que la période allant de début à mi-septembre convenait. En ce qui concernait le format de l'atelier, le Japon partageait l'opinion de l'UE selon laquelle une activité en présentiel serait l'idéal; néanmoins, le Japon reconnaissait qu'il serait plus réaliste d'organiser l'atelier dans un format hybride. En outre, l'intervenant a proposé que l'atelier ait lieu sur deux jours consécutifs, avec deux séances par jour.

7.13. Le représentant du Taipei chinois s'est félicité du dernier projet de programme de l'atelier sur l'ATI, qui figurait dans le document JOB/IT/27. Il estimait que les contributions des participants sur divers sujets seraient pertinentes et essentielles pour répondre aux possibilités et aux défis que rencontraient les secteurs des TIC à l'heure actuelle. En particulier, sa délégation était très intéressée par la manière dont les TIC pouvaient contribuer aux ODD et par les obstacles non tarifaires concernant l'efficacité énergétique des produits des TIC. Le Taipei chinois proposerait un intervenant et partagerait ses données d'expérience dans ces domaines.

7.14. La représentante du Guatemala a remercié la Présidente et le Secrétariat pour le travail déjà accompli dans le cadre de la préparation de cet atelier. Elle soutenait le programme et la proposition visant à organiser l'atelier au mois de septembre, qu'elle considérait comme une date appropriée. Elle était favorable à la suggestion faite par le Japon d'adopter une approche hybride pour l'atelier, suivant laquelle certains des intervenants participeraient virtuellement en raison des restrictions en matière de voyages. Elle a aussi insisté sur l'importance d'un équilibre dans le choix des intervenants et a indiqué que le Guatemala lui-même pourrait proposer un intervenant.

7.15. Le représentant de la Suisse s'est associé à la délégation du Guatemala pour remercier la Présidente et le Secrétariat d'avoir élaboré ce programme. La Suisse s'associait aux intervenants précédents pour suggérer que cet atelier ait lieu dans un format hybride. Bien entendu, la Suisse souhaitait accueillir à nouveau toutes les personnes présentes à Genève; toutefois, cela était peut-être prématuré. En revanche, un format hybride permettrait une plus grande participation. S'agissant de la date, la délégation de l'intervenant estimait que la mi-septembre était une bonne date pour cet atelier.

7.16. La représentante du Royaume-Uni a salué le programme révisé et, en particulier, l'occasion qui était offerte d'échanger des données d'expérience sur la manière dont le commerce des produits des TIC avait aidé à lutter contre les effets de la pandémie de COVID-19. Le Royaume-Uni comprenait les raisons du report de l'atelier et considérait que les nouvelles dates étaient appropriées, lesquelles coïncidaient avec la réunion suivante du Comité. La délégation de l'intervenante attendait avec intérêt de participer au prochain atelier.

7.17. Pour ce qui était du format de l'atelier, le Secrétariat (M. Xiaodong Wang) a expliqué que, pour l'instant, toutes les solutions étaient à l'étude, que ce soit un atelier en présentiel, dans un format hybride ou en ligne. Il était trop tôt pour se prononcer sur cette question car il existait différents facteurs qui pouvaient encore influencer sur le format final de l'atelier. Le Secrétariat suivrait de près l'évolution de la pandémie de COVID-19, et les politiques et réglementations de la Suisse à cet égard. Le Secrétariat resterait également en contact étroit avec les Membres afin de prendre une décision sur cette question ultérieurement.

7.18. Le Comité est convenu de fixer au 16 septembre la date de l'atelier. S'agissant du programme de l'atelier sur l'ATI, la Présidente a proposé que le Comité approuve le projet de programme révisé, distribué sous la cote JOB/IT/27. Il en a été ainsi convenu.

7.19. La Présidente a encouragé tous les participants à consulter leurs parties prenantes, à proposer des intervenants et à communiquer entre eux, sans perdre de vue qu'il fallait un bon équilibre entre les représentants du gouvernement, de l'industrie et d'autres institutions.

## **8 DATE DE LA PROCHAINE RÉUNION DU COMITÉ**

8.1. La Présidente a informé le Comité que le Secrétariat avait provisoirement fixé au vendredi 17 septembre 2021 la date de la réunion formelle suivante du Comité, étant entendu que cette date serait confirmée par courrier électronique avant la réunion proprement dite et que des réunions supplémentaires pourraient aussi être convoquées, si nécessaire.

8.2. Le Comité en est ainsi convenu.

## **9 AUTRES QUESTIONS**

### **10 ÉLECTION DU PRÉSIDENT**

10.1. La Présidente a rappelé que, conformément à la pratique habituelle, le Comité élit chaque année un nouveau président parmi les représentants des participants, et que cette élection avait lieu lors de la première réunion de l'année et prenait effet à la fin de cette réunion.

10.2. La Présidente a informé le Comité que le Président du Conseil du commerce des marchandises (CCM) avait consulté les Membres au sujet des présidents des organes subsidiaires du Conseil et que la liste des noms des présidents proposés était encore à l'étude.

10.3. En conséquence, la Présidente a proposé que, dès que le CCM aurait adopté la liste proposée de présidents pour ses organes subsidiaires, le Secrétariat envoie à tous les participants un courrier électronique indiquant le nom de la personne désignée à la présidence du Comité de l'ATI. Si aucune objection n'était reçue dans le délai indiqué dans ce courrier électronique, le candidat serait considéré comme élu par acclamation par le Comité.

10.4. Le Comité en est ainsi convenu.

10.5. Avant de clore la réunion, la Présidente a remercié tous les participants pour leur soutien pendant son mandat. Elle a affirmé avoir apprécié de travailler avec toutes les délégations et s'est dite particulièrement satisfaite du programme final de l'atelier sur l'ATI.

---